

Assemblée Générale 2013 : Pour une Eglise en mission

Le Défap a tenu, samedi 6 avril 2013 dans ses locaux parisiens du boulevard Arago, son Assemblée Générale annuelle, qui a regroupé plus de soixante délégués et invités des différentes Églises et partenaires.

Plaidoyer pour Madagascar

Le Défap propose un dossier de plaidoyer afin que les paroisses puissent interpeller leur sénateur ou leur député sur la situation de Madagascar.



Nous avons à rendre plus visible la diversité du réseau d'engagement des protestants français avec les protestants de Madagascar. Nous avons vocation à être le plus ouvert possible. Il y a une visibilité qui construira la densité nécessaire au pays, notamment par une densification de notre travail qui est lié à un réseau de relations franco-malgaches extrêmement fort. Nous avons vocation à faire plus que d'être des seuls chrétiens s'occupant de leur seules affaires; nous inscrivons notre action dans un espace beaucoup plus vaste : les relations entre la France et Madagascar. On ne peut pas faire comme si de rien n'était face, notamment, au pillage du pays. Nous sommes dans les relations d'Eglises à Eglises et devons rester dans ce secteur mais ces relations sont conditionnées et environnées par les relations de notre pays, des autres pays avec Madagascar.

C'est pourquoi le Défap vous propose un dossier de plaidoyer (téléchargeable ci-dessous) afin d'interpeller votre sénateur ou votre député sur la situation de Madagascar.

Décès de Lucette Poigoune

Lucette Poigoune, responsable du programme kanak Après Bac Service (ABS) est décédée vendredi 15 mars.

Colloque « Ethique de l'eau »

Colloque interdisciplinaire sur l'éthique de l'eau, 19 mars 2013. Genève.



Troisième colloque interdisciplinaire sur l'éthique globale de l'eau.

Le 19 mars 2013

au Musée d'histoire des sciences de Genève

Parc de la Perle du Lac

128 rue de Lausanne / 1202 Genève

Accès : TPG : bus 1 et 25 (Sécheron), tram 15 (Butini),
Mouette M4 (Chateaubriand)

Organisé par le W4W, plateforme interdisciplinaire, apolitique et citoyenne, qui a pour objectif de thématiser et expliciter la dimension éthique de la gestion équitable et durable de l'eau dans un monde globalisé. Il contribue, par une réflexion originale, à influencer la création d'un environnement favorable à la mise en oeuvre des engagements internationaux.

Les intervenants :

Dr en écophysiologie à la Faculté des Sciences d'Orsay (Paris-Sud) **Annie BALET**

a travaillé sur des problèmes environnementaux puis enseigné la biologie au niveau secondaire. Elle a collaboré à la rédaction d'un ouvrage de pharmacopée qui facilitera le dialogue entre médecine traditionnelle africaine et scientifique, dans l'objectif de promouvoir un meilleur accès au soins de santé.

Benoît GIRARDIN est actuellement recteur du PIASS au Rwanda et professeur d'éthique politique à l'institut universitaire Geneva School of Diplomacy and International Relations. Au profit d'une longue expérience internationale, il a été en effet responsable de la coopération suisse au développement au Cameroun, au Pakistan et en Roumanie, puis en charge de l'évaluation et enfin ambassadeur à Madagascar. Initialement, il a obtenu en 1977 un doctorat en théologie de l'Université de Genève.

Evelyne FIECHTER-WIDEMANN, est avocate hon. du Barreau de Genève et titulaire d'un Master de la New York University (MCJ). Elle est actuellement doctorante à la Faculté de Théologie de Genève, portant ses recherches sur l'éthique globale de l'eau. Elle a été membre suppléante d'une commission judiciaire du Tribunal administratif (CRUNI) et a enseigné le droit suisse et le droit international public au Collège de Genève. Elle a oeuvré au sein des Conseils de Fondation de l'EPER (Entraide protestante suisse) et du Musée International de la Réforme.

Après ses études à l'Université de Genève, **Laurence-Isaline**

STAHL GRETSCH pratique

durant 15 ans son métier d'archéologue spécialisée en préhistoire, tant dans le canton du Jura (travaux liés à la construction de l'autoroute Transjurane) qu'à l'Université de Genève. Sa thèse en sciences soutenue, elle est engagée au Musée d'histoire des sciences de Genève dont elle est la responsable depuis 7 ans. Le musée a organisé en 2009 une exposition « Genève à la force de l'eau ».

Après l'obtention d'un Master d'ingénieur civil à l'EPF Zürich, **Christoph STUCKI** s'est d'abord spécialisé dans l'analyse du comportement des matériaux à l'EMPA, avant de rejoindre un bureau d'ingénieur à Lausanne. Il a ensuite développé à l'EPFL un modèle de planification de réseaux de chemin de fer. Dès 1980, il a été directeur général des Transports publics genevois. Il est aujourd'hui président de la communauté tarifaire transfrontalière Unireso du bassin franco-valdo-genevois.

Gary VACHICOURAS, docteur en théologie, a fait ses études à la Holy Cross Greek Orthodox School of Theology (Brookline, Ma.), à l'Université de Paris – Sorbonne (IV) à l'Université d'Athènes. Il a été chargé de cours auprès du Centre orthodoxe du Patriarcat oecuménique à Chambésy-Genève et a été directeur exécutif de la Fondation pour la recherche et le dialogue interreligieux et interculturels. La sécurité humaine fait l'objet de son engagement dans l'éducation supérieure, notamment par l'enseignement, la recherche novatrice, et le dialogue entre les gouvernements.

Après une formation de pilote d'avion professionnel IFR, **Renaud DE WATTEVILLE** voyage et crée la société d'événement Swiss Mate. Pendant plus de 20 ans, il gère des projets pour différentes entreprises, en Suisse et à l'étranger. En 2008 il fonde Swiss Fresh Water SA qui développe un système de dessalement low cost et décentralisé notamment destiné aux populations à bas revenu. C'est l'occasion pour lui de mettre son expérience à disposition d'un projet industriel ayant un fort impact humain.

[1 Map](#)



“Éric refusait toute corruption”

Samedi 15 septembre 2012, à l'occasion de la cérémonie en hommage à Éric de Putter, le Défap-Service protestant de mission s'est exprimé par la voix de son président, Jean-Arnold de Clermont. Un article publié par l'hebdomadaire Réforme le 20 septembre 2012.



Éric de Putter © Défap

Réforme : C'est la première fois que le Défap s'exprime publiquement depuis l'assassinat d'Éric de Putter le 8 juillet 2012 à Yaoundé, pourquoi ?

J.-A. de Clermont : Face à un événement aussi grave, nous avons renoncé à prendre la parole de manière publique cet été, car nous devions garder le silence du deuil.

Réforme : Très rapidement, vous vous êtes rendu au Cameroun. Qui avez-vous rencontré ?

J.-A. de Clermont : Avec le secrétaire général de la Cevaa [communauté de 37 Églises protestantes en mission, ndlr], nous avons rencontré les responsables des Églises, consternés. Nous avons également été reçus par la consul de l'ambassade de France, par les responsables de l'enquête et par le ministre de la Justice.

Avec les autres partenaires, nous avons participé au conseil d'administration de l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC). Nous savons que certains diplômés ont été

achetés et attribués par favoritisme. C'est ce système de corruption que beaucoup connaissaient et que le doyen n'a pas osé affronter. C'est ce même système qu'Éric de Putter n'a jamais accepté. Les responsables des Églises, en charge de l'UPAC, ont pris les choses en main en remplaçant les dirigeants de l'université, en commandant un audit de fonctionnement et en lançant une réforme des statuts et des partenariats.

Réforme : Que pouvez-vous nous dire sur l'avancée de l'enquête ?

J.-A. de Clermont : Je vous confirme les tensions au sein de l'UPAC et l'arrestation d'un doctorant centrafricain, dont la thèse a été refusée par Éric de Putter, et du doyen de l'UPAC. Mais, pour l'instant, leur implication dans le meurtre n'est pas prouvée. Pour la police judiciaire, il y a bien eu commandite de ce crime de l'intérieur de l'université.

Réforme : Connaissez-vous la situation d'Éric au Défap ?

J.-A. de Clermont : Nous avons découvert qu'un rapport avait été écrit par des enseignants de la faculté de théologie en 2010 à destination du conseil d'administration de l'université, dénonçant la corruption de manière virulente. Nous ne savons pas pourquoi il a fallu deux ans pour que les partenaires et l'administration réagissent.

Concernant Éric de Putter, évidemment que nous nous sommes posé la question de notre responsabilité. Il nous avait alerté sur les tensions entre lui et le doyen. Mais ni Éric, ni les responsables du Défap ni personne ne pouvaient prévoir cette issue tragique. Le Défap lui avait proposé de rentrer au printemps. Il avait refusé, expliquant qu'il vivait de belles choses malgré tout. Jean-Luc Blanc, responsable des envoyés et de la formation théologique, s'était rendu au Cameroun à cette période pour organiser une médiation. Selon le volontaire, les relations s'étaient apaisées. Mais cet été, le climat de

travail s'était détérioré à nouveau et c'est pour cela qu'Éric avait avancé son départ.

Réforme : La corruption au Cameroun est un grave fléau qui touche toute la société. Comment travaillez-vous là-bas ?

J.-A. de Clermont : Certains envoyés en témoignent. Un volontaire a arrêté son contrat dans le domaine médical car il ne supportait plus de voir les infirmiers vendre les médicaments au lieu de les donner. On sait bien que le pays est corrompu à tous les niveaux. On apprend aussi que les personnes arrêtées font partie de l'opposition. Sans aucun doute, cela doit avoir une influence dans la vie des Églises. Nous y sommes attentifs. Notre travail est essentiellement fondé sur l'échange humain et très peu sur l'aspect financier. Donc nous essayons d'être attentifs aux origines des pasteurs que nous recevons pour ne pas favoriser ou discriminer une Église plutôt qu'une autre.

Réforme : Comment envisagez-vous l'avenir du Défap au Cameroun ?

J.-A. de Clermont : C'est une histoire séculaire entre les Églises des deux pays. Nous n'allons pas à la première difficulté demander le divorce. Il nous faut dialoguer, échanger afin de trouver des solutions pour poursuivre cette relation. Comment mettre en place un partenariat transparent les uns avec les autres qui pourra révéler des dysfonctionnements ? Nous ouvrons la réflexion. La réponse ne nous appartient pas, nous la trouverons tous ensemble. Je vais aller à l'assemblée générale de la Cevaa, qui fêtera ses 40 ans en octobre, pour en parler.

Propos recueillis par Laure Salamon

Plaidoyer pour une paix juste en Israël et Palestine

Impressions de Luc Oechsner de Conninck, observateur œcuménique français, après une quinzaine de jours de présence en Palestine dans le cadre du programme EAPPI (Ecumenical Accompaniment Programme in Palestine and Israel).